

EDITORIAL

PAR PASCAL AUBERT

Rien à cirer ?

A lors que la France entière cisèque, analyse, interprète les résultats d'un premier tour qui a ravivé les passions politiques, la Bourse, premier baromètre de l'humeur des investisseurs, semble épargnée par toute cette agitation. Tout comme la campagne électorale des derniers mois n'a eu aucune incidence notable sur le comportement des acteurs boursiers, l'affiche du second tour ne suscite de réactions autres que polies, témoignages révélateurs de la déconnexion entre sphère de l'économie réelle et univers politique. Les investisseurs pourraient fort bien aujourd'hui paraphraser la phrase qui fit passer Édith Cresson à la postérité et lancer : « La politique, rien à cirer ! » Car depuis la saillie de l'ancien Premier ministre socialiste, beaucoup d'eau a passé sous les ponts de l'économie, tant française que mondiale. Le cœur des grands groupes industriels qui composent l'indice phare de la Bourse de Paris bat désormais davantage au rythme de décisions prises à Francfort, Washington, Bruxelles ou par l'Opep que de mesures étudiées ou arrêtées à l'intérieur du triangle Élysée-Matignon-Palais-Bourbon. Aujourd'hui, nombre de grands industriels n'ont de 100 % français que la raison sociale et la localisation de leur siège social. Pour tout le reste, chiffre d'affaires, effectifs, bénéfices, actionnariat, marchés clés, la France n'entre que pour une part minoritaire dont l'importance plus ou moins grande relative considérablement la capacité d'influence du politique. L'absorption éclair de Pechiney par le canadien Alcan et celle, plus laborieuse, du sidérurgiste européen Arcelor par son concurrent anglo-néerlandais Mittal Steel attestent ces dernières années de cette perte de pouvoir sur le destin des entreprises. De là à considérer que le découplage entre entreprises et politique est total et irréversible, il y a loin. Aussi longtemps que la sphère étatique et politicienne conservera une capacité de parasitage contre des opérations dans l'espace de l'économie privée qui n'ont pas l'heur de lui plaire.

paubert@latribune.fr

DU LUNDI AU VENDREDI À 7 H 35
LA CHRONIQUE DE FRANÇOIS-XAVIER PIETRI
 SUR RADIO CLASSIQUE

La Tribune

Édité par La Tribune SAS
 51, rue Vialras - 75005 Paris Cedex 02
 Standard : 01 44 82 16 16
 Adresse internet : <http://www.latribune.fr>
 Président, Directeur de la publication : Alain Mattembled

Directeur de la rédaction : François-Xavier Pietri. Directeur adjoint : Pascal Aubert. Rédaction en chef centrale : Philippe Malblanc (Economie, Tribune). Martine Orange (Économie) ; Olivier Provost (La Tribune.fr) ; Bruno Sagré (Marchés & Finance). Rédacteurs en chef : Jean-Louis Alcaïm (PME-Industrie) ; Anne Delboy (Éditorial) ; Patrick de Jacquart (La Tribune.fr) ; Estelle Leray (Rendez-vous perso) ; Dominique Mariette (Marchés & Finance) ; Franck Pauly (Vie Intraire) ; Jérôme Stagn (Pon-Séras, Mémoriel) ; David Vigueron (Économie, International) ; Adjoint : Akram Bekkaid (Economie, International) ; Eric Bonhamou (Forum) ; Pascale Besson-Boucard (Vieilles) ; Jean-Pierre Bourcier (Art de vivre) ; Bénédicte d'Escoffier (Économie) ; Jean-Christophe Férard (Économie) ; Delphine Girard (Economie France) ; Pascal

Hénin (Tribunes) ; Yan de Kerenguen (Rendez-vous perso) ; Christophe Bazire, Jean-Pierre Geoffroy, Patricia Jérôme, Nicolas Oudin (Édition) ; Jean-Baptiste Jacquin (Entreprises) ; Christophe Tricaud (Les Places) ; Nicole Tricaud (La Tribune.fr) ; Directeur général éditeur : François Dieussaint. Directeur de la diffusion et de la promotion : Benoît Mouscamp (01 40 13 18 47). Directeur de la communication : Sandra Trézet (01 44 88 47 80). Directeur du développement et du marketing : Fabrice Février. Directeur multimédia : Pascal Laroche. Publicité : OI Régie (01 44 88 42 60). Président : Jean-Jacques Schardner. Directeur général éditorial : Hervé Nollet. Directeur publicité commerciale : Nathalie Catheland. Directeur publicité française : Pierre Guillard. Directeur publicité internationale : Alice Saric. Directeur publicitaire régionale : Charles d'Augustin.

Impression : CIPR, 72, 74, rue Ambroise Croizat, 93201 Saint-Denis, Méditerranée. Offset/Presses, Nicolas. Rhône-Offices Press, Igny. Imprimerie Médias, Toulouse. Lotrefax, Saint-Herblain.

Service abonnement
 Numéro vert : 0 800 13 23 33 (appel gratuit)
 Fax abonnement : 01 44 82 17 92
 Abonnement 1 an (France mét.) : 295 € TTC

USA, USPS #017551
 Periodical postage paid at Champlain NY,
 and additional mailing offices
 For details call 1-800-428-3003
 Distributed by NAPP, Commission postale :
 0959/0250/1/SSH 0198-1/02
 Modification de statut :
 (ajoutement pour statut de vente M-PP)
 Téléphone vert : 0 800 47 10 09

IMPRIMÉ EN FRANCE
 PRINTED IN FRANCE

Publication intégrée par le service presse
 local de France - 421 1024-4 Code de la propriété intellectuelle

La Tribune est une publication de DL
 Group Principal associé : Ultra (100%)
 Président-directeur général : Alain Mattembled
 Directeur général : Jean-Jacques Schardner
 Directeur général adjoint : Nicolas Dobois
 Directeur délégué : Bernard Villeneuve

LA CHRONIQUE DE GÉOSTRATÉGIE

L'Iran entre nucléaire et ambition économique



CLÉMENT THERME (*)

L'annonce par les autorités iraniennes, le 9 avril dernier, d'un développement significatif du programme nucléaire soulève deux questions. Tout d'abord, quelle crédibilité peut-on accorder à ces annonces ? Ensuite, quelle est la possibilité pour les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et l'Allemagne (le groupe 5 + 1) de négocier avec un État qui a fait de son programme nucléaire une cause nationale ?

La crédibilité des annonces de Téhéran ne peut être que limitée. Il s'agit en effet pour les dirigeants iraniens de prouver, par la maîtrise de la technologie nucléaire, à leur opinion publique la grandeur de la nation (*mellet-e basorg iran*). Selon le discours officiel, les progrès nucléai-

Iran, il est peu probable qu'elles permettent un changement de sa politique nucléaire.

Néanmoins, les membres du Conseil de sécurité s'efforcent de rendre ce programme de plus en plus coûteux en renforçant progressivement les sanctions économiques. Elles ont été votées par deux fois et à l'unanimité, en décembre 2006 et en mars 2007. On ne saurait sous-estimer leur valeur symbolique. C'était en effet la première fois dans son histoire que l'Iran, État fondateur de la Société des nations (SDN) en 1919, était l'objet de sanctions internationales. À l'inverse, il est possible que les sanctions informelles financières américaines, renforcées depuis l'automne 2006, finissent par forcer les autorités iraniennes à faire des concessions. Toutefois, le caractère autarcique et rentier de l'économie iranienne, d'une part, et l'attachement des Iraniens à leur souveraineté politique, d'autre part, confèrent aux dirigeants une capacité de résistance importante face aux pressions internationales.

Opinion publique lasse. Une des conséquences de la politique de la carotte et du bâton est l'union sacrée au sein de la République islamique qui, malgré les divergences tactiques, se cristallise autour de la volonté de lever l'humiliation des sanctions et de recouvrer l'honneur national. Enfin, l'Iran est l'objet de sanctions économiques unilatérales américaines depuis 1980. Ces sanctions ont certes retardé le développement du pays et son intégration dans l'économie mondiale, mais elles n'ont eu aucun effet sur les orientations politiques aussi bien sur le plan intérieur qu'extérieur. Par ailleurs, la préoccupation première de la population ne concerne pas les progrès nucléaires mais l'amélioration des conditions de vie. Il existe également une lassitude dans l'opinion publique vis-à-vis de la politique de confrontation avec le

monde extérieur, en raison notamment de son coût économique. Si le rêve politique des dirigeants iraniens d'accéder au statut de puissance régionale et au leadership du monde musulman par le nucléaire est partagé par une partie importante de la population, il n'en reste pas moins que la volonté de s'enrichir et de consommer demeure le principal sujet de préoccupation. Autrement dit, bien que le soutien populaire au programme nucléaire soit une réalité incontournable, l'ambition iranienne de réussite économique pourrait faciliter la recherche d'un compromis acceptable par tous et permettre aux autorités de la République islamique de ne pas perdre la face.

Échec du président. Cet état d'esprit de la population s'est d'ailleurs traduit, en décembre 2006, par l'échec des candidats du président lors des élections à l'Assemblée des experts. La victoire des réformistes et de la droite moderne de l'ayatollah Rafsandjani s'est d'ailleurs construite autour d'un programme politique insistant sur l'urgence économique et la nécessité d'instaurer une relation apaisée avec l'Occident. Face à un système politique qui n'est pas monolithique et à une opinion publique tiraillée entre le nationalisme et le désir de réussite économique, la réponse de la société internationale au défi nucléaire iranien ne peut être que diplomatique. Le recours à l'option militaire par les États-Unis ou Israël aurait pour double effet de renforcer une République islamique fragilisée par ses problèmes économiques et d'accroître le désordre régional.

(*) Spécialiste des questions iraniennes, Institut français des relations internationales (Ifri). Lire aussi le dossier dans la revue « Politique étrangère » (premier trimestre 2007) sur les instabilités internes du Moyen-Orient.

“ UNE DES CONSÉQUENCES DE LA POLITIQUE DE LA CAROTTE ET DU BÂTON EST L'UNION SACRÉE AU SEIN DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE. ”

res du pays sont « irrémédiables ». Cette affirmation de puissance s'accompagne de la dénonciation d'un complot occidental qui viserait à empêcher l'accès de l'Iran au développement économique par le nucléaire. Ce discours n'est pas nouveau. Il reprend l'argumentaire indien de la troisième voie qui dénonçait « l'apartheid nucléaire ».

Dans ce contexte, l'objectif du Conseil de sécurité d'imposer une « pause » dans le programme nucléaire paraît difficile à atteindre, du moins à court terme. En effet, si les sanctions économiques et financières nuisent incontestablement au développement économique de